

Kian-Thiebaut Azadeh, *Secularization of Iran. A Doomed Failure ? The New Middle Class and the Making of Modern Iran.*

Paris, Peeters, 1998 (Travaux et mémoires de l’Institut d’études iraniennes, 3).
16 × 25 cm, 296 p.

Issu d’une thèse de doctorat soutenue à UCLA en 1993, remanié et mis à jour en 1997 – avant l’élection de M. Khatami à la présidence iranienne –, ce livre est une contribution très importante à l’interprétation de la révolution islamique, à sa mise en perspective historique et au devenir du régime qui en est issu. Il fournit également matière à réflexion pour qui s’intéresse à la mobilisation politique dans les autres pays musulmans contemporains, en centrant sa recherche sur les groupes sociaux qui apparaissaient comme perdants au gré des succès islamistes : les classes moyennes laïques. À rebours des analyses qui considèrent celles-ci comme « historiquement condamnées » par un mouvement islamiste qui incarnerait la « Fin de l’Histoire » en monde musulman, cet ouvrage veut établir que « l’échec de la laïcité en Iran n’était que conjoncturel ». À cette fin, l’auteur retrace la genèse et le développement de ce qu’elle qualifie de « New Middle Class » dans l’Iran moderne, à travers quatre chapitres qui situent le devenir de celle-ci à l’époque qadjar, sous Reza Shah, sous Muhammad-Reza Shah, puis durant la République islamique. En dépit du fait que les régimes modernisateurs des Pahlavis ont largement contribué à produire ces classes moyennes séculières et les ont considérées comme leur base de soutien, ils se les sont aliénées par leur autoritarisme – symbolisé notamment par le coup d’État de 1953. Mais celles-ci, bien que politiquement mobilisées contre le régime impérial, n’ont pas été culturellement capables de prendre la direction du soulèvement en 1978-1979, et se sont vues instrumentalisées puis marginalisées par les religieux. Elles s’avèrent pourtant indispensables au fonctionnement de l’État iranien d’aujourd’hui, et jouent un rôle central dans la coalition « anti-conservatrice » qui a porté à la présidence M. Khatami, mais est combattue par le Guide Khamenei dont les partisans contrôlent les instances cruciales du pouvoir.

Car ces classes moyennes laïques n’ont pas disparu de la société iranienne contemporaine, même si le contrôle idéologique exercé par le pouvoir veille à interdire leur expression politique, et à circonscrire leur expression intellectuelle. Paradoxalement, explique l’auteur, la République Islamique a produit une modernisation massive qui s’est traduite par le gonflement considérable, en termes sociaux, d’une classe moyenne urbaine qui a des aspirations à la participation politique et à l’amélioration de ses conditions de vie que le régime est incapable de satisfaire. L’ouvrage construit un parallèle intéressant entre l’autoritarisme du chah et celui des mollahs : dans les deux cas, le régime a produit, grâce au développement de l’éducation

notamment, une classe moyenne issue de la mobilité sociale ascendante, mais s’en est méfié et l’a réprimée en lui interdisant l’accès à la sphère politique. Dans le cas de la République Islamique, cette répression se manifeste notamment dans le domaine culturel au sens large, puisque le clergé au pouvoir a imposé des normes de tous ordres – dans le discours public, le vêtement, les comportements interpersonnels – qui visent à interdire toute production autonome de valeurs par ces classes moyennes, et à les contraindre à passer par les catégories définies par les mollahs pour exister publiquement.

L’originalité de cette hypothèse – à rebours du discours convenu sur le caractère « moderne » de la République islamique et de son idéologie – consiste à retrouver dans l’Iran d’avant 1979 des structures pertinentes qui permettent de penser les contradictions de la société d’après la révolution – et d’abord de représenter celle-ci comme contradictoire. On s’interroge pourtant sur la définition précise de ce que l’auteur nomme, en reprenant un concept de la sociologie américaine des années 1960, la « Nouvelle Classe Moyenne » (*New Middle Class* – ou NMC), selon les termes utilisés notamment par Manfred Halpern. Ce groupe social était « nouveau » à cette époque ; il ne peut plus vraiment être qualifié de tel aujourd’hui, même si l’éducation et la migration vers les villes lui adjoignent sans cesse des individus. Et la démonstration de l’auteur elle-même en convient, en faisant de la persistance et de la reproduction de ces classes moyennes, en dépit des obstacles, un facteur qui traverse la période révolutionnaire et crée une unité analytique entre l’Iran d’aujourd’hui et celui d’hier. Mais peut-on qualifier ce groupe social de « *secular* » ou de laïque, jusqu’et y compris après 1979 malgré barbes et tchadors ? Il s’agit sans doute davantage d’une laïcité de fonction – car ces groupes ont été aliénés culturellement par le discours dominant du clergé dans lequel ils ne se reconnaissent pas, contrairement aux classes marchandes traditionnelles du bazar ou, dans une moindre mesure, à la jeunesse urbaine pauvre – que d’une laïcité idéologiquement affirmée, ce qui reste aujourd’hui encore à peu près inexprimable publiquement en Iran. L’expression des idées laïques reste contrainte par la prégnance totalitaire du discours clérical, dont elle « déconstruit » l’édifice idéologique avec prudence. La période post-révolutionnaire avait vu l’étouffement progressif des laïques nationalistes, de la gauche, et des religieux opposés au *velayat-e faqih*, base doctrinale du pouvoir absolu du Guide – Khomeini d’abord, puis Khamenei. C’est cette doctrine qui est la cible principale des critiques – indirectes et prudentes, mais personne ne s’y trompe – et autour de laquelle s’effectue ce que l’auteur nomme « la revitalisation des débats sur la modernité occidentale parmi les intellectuels laïques et religieux-modernistes », avec l’appui discret de l’entourage du président Khatami.

Ce livre est donc une contribution novatrice à l’analyse de l’Iran contemporain. Par rapport à des ouvrages généralement centrés sur la révolution et ses antécédents,

l'analyse de M^{me} Kian-Thiébaut rétablit des continuités sociales et historiques par-delà la rupture révolutionnaire, et fournit de précieux instruments pour évaluer le présent et l'avenir de l'Iran, pour lequel la République Islamique ne représente pas la fin de l'Histoire.

Gilles Kepel
CERI